

de pouvoir. Elles devraient engager les paysans à envoyer leurs députés librement élus à la ville afin de voir avec les citadins ce qu'il convient de faire. Que cette tactique réussisse, et nous aurons réussi à couvrir le pays d'un réseau d'organes d'auto-administration révolutionnaire. En outre, la confédération panrusse de ces organes nous offrira à l'échelle du pays entier la tribune politique qui nous est indispensable <sup>205</sup>. » La campagne lancée par les mencheviks visait à faire pression sur la Douma d'Empire convoquée pour l'automne, voire à obtenir la mise en place par des moyens extra-légaux d'une Assemblée constituante. « L'organisation de cette auto-administration fonctionnant ouvertement partout est la forme sous laquelle doit avoir lieu la liquidation de l'autocratie qui ne veut pas inaugurer de son plein gré l'ère constitutionnelle », écrivait Martov en août 1905 <sup>206</sup>.

La Révolution française de 1789 et, plus encore, la Commune parisienne de 1871, telles étaient les références historiques que les mencheviks invoquaient volontiers à l'appui de l'idée d'auto-administration. Lors de leur conférence d'avril 1905, ils adoptèrent une résolution qui se prononçait sans détour pour la « formation de communes révolutionnaires dans telle ou telle ville, dans telle ou telle région, à seule fin de contribuer à l'extension de l'insurrection et à la désorganisation du gouvernement » <sup>207</sup>. Martov s'efforça de convaincre Lénine — lequel qualifiait de « phraséologie révolutionnaire » le mot d'ordre de la formation de communes <sup>208</sup> — que Marx et Engels avaient fait leur, le programme de la Commune, l'association volontaire des collectivités, et que l'« auto-administration révolutionnaire » n'était ni plus ni moins que la transposition de cette idée à la Russie <sup>209</sup>. Il est assez significatif que le modèle de la Commune de Paris — appelé à servir de fondement à la théorie léninienne de l'État et au système bolcheviste des conseils — fut à l'origine introduit dans le marxisme russe non par les bolcheviks, mais par les mencheviks. Ce qui demeurait obscur cependant c'est quels rapports auraient pu s'établir entre les organes d'auto-administration (les « communes » locales), prolétariennes ou paysannes par définition, et le gouvernement bourgeois que les mencheviks ne cessaient de réclamer. Il y avait là une contradiction, que Lénine ne manqua pas de relever, et qui en engendrait une autre entre la croyance des menche-

<sup>205</sup>. F. Dan in *Iskra*, 106, 18 juillet 1905; cf. aussi *Iskra*, 101, 1<sup>er</sup> juin 1905

<sup>206</sup>. Martov in *Arbeiter-Zeitung* (Vienne), 24 août 1905; cité par Lénine, *Œuvres*, t. 9, p. 231.

<sup>207</sup>. Cité par Lénine, *Œuvres*, t. 9, p. 76.

<sup>208</sup>. *Id.*

<sup>209</sup>. *Iskra*, 110, 10 septembre 1905.

viks en un cours « objectif » de l'évolution sociale et politique, d'une part, leur action révolutionnaire promise à déborder le cadre qu'ils lui avaient eux-mêmes assigné, d'autre part. Si leur campagne avait réussi, on aurait peut-être vu les organes d'auto-administration révolutionnaire constituer un genre d'instances de contrôle par en bas sur le gouvernement démocratique bourgeois, comme ce fut le cas des soviets de 1917 face au Gouvernement provisoire. En 1905, les mencheviks étaient assurément loin encore de nourrir pareils desseins, mais leur plan d'auto-administration, avec sa structure allant de la base au sommet, unissant ouvriers et paysans au sein d'une assemblée de députés, n'en demeure pas moins remarquable. S'il existe un précurseur théorique des conseils de 1905, c'est l'idée mencheviste d'auto-administration révolutionnaire. Toutefois, dans la forme sous laquelle elle avait été conçue, elle resta sans applications pratiques. Au lieu d'élections issues d'une campagne menée par des comités locaux d'agitation, on assista à la grève générale et à la création du Soviet de Pétersbourg, dans lequel les mencheviks virent d'ailleurs une réalisation de leur « grand dessein ». Jusqu'alors couchés sur le papier, les projets de « congrès ouvrier », de « communes » et autres s'inscrivaient maintenant dans les faits. Rien n'était plus aisé pour les mencheviks que d'inclure dans leur programme la nouvelle organisation des soviets; d'une certaine manière, ils y étaient prêts depuis le début de la révolution.

L'organisation locale des mencheviks prit en octobre 1905 une part prépondérante à la fondation du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg <sup>210</sup>. Ses membres partageaient de l'idée que le « Comité ouvrier », c'est-à-dire le Soviet, se révélerait « le meilleur de tous les organes d'éducation et d'agitation, un instrument pour organiser la révolution à l'échelle nationale », celui-là même dont parlait l'*Iskra* <sup>211</sup>. Quand à la fin d'octobre 1905 Martov, revenant d'exil, arriva à Pétersbourg, le soviét lui parut « incarner notre idée de l'auto-administration révolutionnaire » <sup>212</sup>. En raison de leurs options politiques, les mencheviks parvinrent plus vite que les bolcheviks à prendre position, sur le plan pratique, en faveur des conseils. Faisant la part des circonstances qui amenaient les ouvriers à regarder les soviets bien plus que les partis comme leurs organes et leur représentation propres, ils se plièrent à la volonté de la majorité des députés sans parti et renoncèrent à exercer comme tels une influence au sein des conseils.

<sup>210</sup>. Voir *ante*, p. 55.

<sup>211</sup>. Kozovlev, p. 42.

<sup>212</sup>. *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O. Martova*, p. 146.